



CONTRAT DE DEVELOPPEMENT ET DE TRANSITIONS 2023-2025



La Région Nouvelle-Aquitaine, représentée par Monsieur Alain ROUSSET, Président du Conseil Régional de la Nouvelle-Aquitaine, ci-après dénommée **la Région**,

Et

Le Syndicat mixte du Pays d'Isle en Périgord, représenté par Monsieur Emmanuel LEGAY, son Président,

Et

Les EPCI composant le territoire de projet Pays de l'Isle en Périgord:

- la communauté de communes Isle et Crempse en Périgord, représentée par Mme. Marie-Rose VEYSSIERE, sa Présidente,
- la communauté de communes Isle Double Landais, représentée par M. Jean-Paul LOTTERIE, son Président,
- la communauté de communes Isle Vern Salembre, représentée par M. Jean-Michel MAGNE,
- la communauté d'agglomération Le Grand Périgueux, représentée par M. Jacques AUZOU, son Président,

le Syndicat mixte et les EPCI ci-après dénommés **le Territoire**.

Vu la délibération du Conseil Régional de la Nouvelle-Aquitaine en date du 21 mars 2022 approuvant la politique contractuelle 2023-2025 de la Nouvelle-Aquitaine et son cadre d'intervention ;

Vu la délibération du Syndicat mixte du Pays de l'Isle en Périgord en date du 12 décembre 2022 approuvant le contrat de développement et de transitions du Pays de l'Isle en Périgord et autorisant son président à le signer ;

Vu la délibération de la Communauté de communes Isle et Crempse en Périgord en date du 13 décembre 2022 approuvant le contrat de développement et de transitions du Pays de l'Isle en Périgord et autorisant sa présidente à le signer;

Vu la délibération de la Communauté de communes Isle Double Landais, en date du 01 décembre 2022 approuvant le contrat de développement et de transitions du Pays de l'Isle en Périgord et autorisant son Président à le signer ;

Vu la délibération de la Communauté de communes Isle Vern Salembre, en date du 15 décembre 2022 approuvant le contrat de développement et de transitions du Pays de l'Isle en Périgord et autorisant son Président à le signer ;

Vu la délibération de la Communauté d'agglomération Le Grand Périgueux, en date du 08 décembre 2022 approuvant le contrat de développement et de transitions du Pays de l'Isle en Périgord et autorisant son Président à le signer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de la Nouvelle-Aquitaine en date du 15 décembre 2022 approuvant le contrat de développement et de transitions du territoire du Pays de l'Isle en Périgord et autorisant son président à le signer ;

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

La Région Nouvelle-Aquitaine, avec sa politique contractuelle territoriale, entend renforcer les atouts des territoires qui la composent pour soutenir leur attractivité et la résilience de leur modèle de développement. Plus grande région de France, caractérisée par une économie dynamique comme par de forts contrastes territoriaux, la Région Nouvelle-Aquitaine, avec la contractualisation, mène une politique volontariste d'aménagement du territoire favorisant la cohésion et les liens urbain-rural.

La première génération de contrats de territoires, mobilisant les collectivités et les acteurs territoriaux dans la co-construction de stratégies territoriales avec la Région, a permis d'accompagner nombre de projets vecteurs de développement économique, d'emplois et de services de proximité dans les territoires.

Forte des orientations du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) et de la feuille de route Néo Terra, la Région Nouvelle-Aquitaine construit une action territoriale renouvelée facilitant la mise en place d'orientations stratégiques partagées pour répondre aux enjeux posés par les crises climatiques, environnementales, sanitaires et sociales, et accélérer les projets porteurs de transitions. Cette action s'appuie également sur le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), qui comporte des orientations territoriales dans une stratégie globale pour le développement économique.

Il s'agit désormais de poursuivre l'action régionale dans un référentiel stable, en s'appuyant sur les points forts qui ont marqué sa réussite : maillage territorial adapté, valorisation des atouts de tous les territoires, soutien renforcé aux territoires les plus vulnérables, visibilité de l'action régionale, tout en visant de nouvelles ambitions : appui à des modèles de développement plus résilients, soutien renforcé aux projets portés par les acteurs de la ruralité, et renforcement des coopérations territoriales.




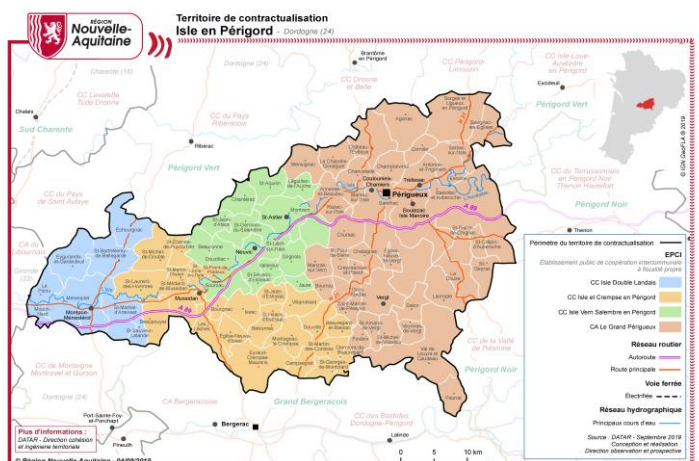
Le dialogue territorial est construit autour du **Contrat de développement et de transitions** : centré sur une stratégie territoriale partagée issue des projets de territoire et des analyses fournies par la Région, il vise à l'accélération de projets de développement répondant à des enjeux de transition et d'attractivité pour la période 2023-2025. Pour les territoires les plus vulnérables sur le plan socio-économique, sa mise en œuvre est facilitée par le soutien régional à l'ingénierie, garant de l'émergence, la détection et l'accompagnement des projets innovants ou coopératifs s'inscrivant au mieux dans les orientations régionales.

Les Contrats de développement et de transitions sont articulés avec les fonds européens dont la Région est autorité de gestion, et avec les CPER et CPIER 2021-2027.

La Région met en place un accompagnement de proximité fondé sur un binôme conseiller régional référent de territoire – chargé de mission territoriale, appuyé par un chef de projet CADET pour les territoires en retournement économique. Ce réseau de proximité au sein de la DATAR mobilise l'ensemble des services experts de la Région pour offrir aux territoires des solutions adaptées à leurs enjeux, et utilise un cadre d'intervention dédié à des interventions sur-mesure ou visant à l'attractivité du territoire. Il anime le réseau des développeurs territoriaux à l'échelle régionale dans le but de renforcer leur expertise et la coopération, gages d'un développement structuré et cohérent.

Article 1 : PRESENTATION DU TERRITOIRE DE CONTRACTUALISATION

1-1 Présentation du territoire de contractualisation

<p><u>Données générales :</u> 93 communes – 149 156 habitants 4 intercommunalités :</p> <ul style="list-style-type: none"> communauté de communes du Isle et Crempse en Périgord – 25 communes communauté de communes Isle Double Landais - 9 communes communauté de communes Isle Vern Salembre- 16 communes communauté d'agglomération Le Grand Périgueux-43 communes	 <p>The map, titled 'Territoire de contractualisation Isle en Périgord', shows the geographical layout of the region. It is divided into four main intercommunalities (EPCI) color-coded: CC Isle et Crempse en Périgord (orange), CC Isle Double Landais (blue), CC Isle Vern Salembre en Périgord (green), and CA Le Grand Périgueux (yellow). The map also displays the road network (autoroute, routes principales, routes départementales, routes communales), railway lines, and hydrographic features. A legend in the bottom right corner explains the symbols used. The map includes a scale bar (0-10 km) and a north arrow. Text at the bottom left provides contact information for DATAR and the Nouvelle-Aquitaine region.</p>
--	--

Le Pays de l'Isle en Périgord, regroupe 93 communes et compte 149 156 habitants, soit plus du tiers de la population du département de la Dordogne. Il est composé des communautés de communes Isle et Crempse en Périgord, Isle Vern Salembre, Isle Double Landais, et de la communauté d'agglomération Le Grand Périgueux, qui concentre 70 % de la population du Pays.

Le Pays de l'Isle en Périgord est un territoire Vallée, qui en fait un lieu d'implantation humaine depuis la préhistoire. Aujourd'hui il se caractérise par ses infrastructures de transport qui le situent à la croisée d'un côté, de la dynamique atlantique/métropole bordelaise et d'un autre côté, du Massif central- Limoges-Brive.

Le territoire bénéficie d'une attractivité certaine qui entre 2012 et 2017 lui a permis de gagner des habitants, malgré un solde naturel déficitaire signe d'un vieillissement de la population. Sur cette même période, et malgré l'augmentation de la population le territoire a connu une diminution du nombre d'emplois.

Son économie est essentiellement résidentielle, tournée vers la réponse aux besoins de la population. Santé, médico-social, administration et enseignement représentent un poids important dans l'emploi du territoire.

Dans un contexte initialement peu favorable, avec un taux de chômage fort et une décroissance de l'emploi, le Pays de l'Isle en Périgord a fait preuve de sa capacité de résilience durant la récente crise sanitaire, avec une décroissance plus faible de l'emploi salarié privé et une diminution du nombre de demandeurs d'emploi.

Enfin, le Pays de l'Isle en Périgord est un territoire qui offre de services relativement accessibles à sa population. 55% de la population bénéficie au moins d'un accès à une vingtaine de services dans sa commune de résidence (effet de l'agglomération de Périgueux).

Pour les 4 EPCI du Pays de l'Isle en Périgord, la vulnérabilité socio-économique identifiée se définit comme suit :

- la communauté de communes Isle et Crempse en Périgord est classée vulnérable,
- la communauté de communes Isle Double Landais est classée très vulnérable,
- la communauté de communes Isle Vern Salembre est classée vulnérable,
- la communauté d'agglomération Le Grand Périgueux es classée non vulnérable.

1-2 Stratégie territoriale de développement

En s'appuyant sur une lecture partagée des enjeux, le Territoire et la Région s'accordent pour retenir la stratégie partagée suivante déclinée en axes stratégiques (l'annexe 1 « note d'enjeux » précise le cheminement qui amène le Territoire à construire une stratégie territoriale à partir des enjeux partagés avec la Région) :

Axe stratégique 1 : Rendre le cadre de vie qu'offre le territoire toujours plus ATTRACTIF et solidaire

La nécessité de développer l'attractivité et affirmer l'identité du territoire, en intégrant au mieux ses dynamiques démographiques et sociétales, guide l'action engagée dans le cadre du contrat. Elle implique de consolider une offre de services en mesure de séduire les touristes (futurs résidents ?) et les habitants (qualité de vie à préserver, lien social à renforcer) ou encore adapter les dispositifs de la mobilité. Elle confirme une volonté de rendre le cadre de vie encore plus attractif et solidaire et permet de relier de façon cohérente des projets dans les domaines des déplacements, de l'habitat, de la santé, de la culture, du sport, des loisirs, du tourisme et de l'environnement, avec un soutien et une plus-value accordée.

Sont ainsi encouragés :

- 1.1 le développement de l'économie résidentielle ;
- 1.2 la promotion des savoir-faire locaux (productions du territoire, commerce et artisanat).

Axe stratégique 2 : Développer son économie de façon INNOVANTE et solidaire

Ce second pilier stratégique cible les filières « porteuses d'avenir », qui défendent un cadre de valeurs chères au territoire : proximité, coopération et innovation. Avec une attention particulière portée aux démarches en cours, de revitalisation de nos centres-bourgs, qui structurent une offre de services pour leur environnement. Ainsi cet axe stratégique prioritaire est à relier au précédent, sur le cadre de vie, avec des projets qui s'articulent les uns aux autres, notamment ceux qui favorisent un développement des mobilités et un cadre de vie attractif, condition nécessaire à la structuration des filières présentées ci-après. Il s'agit finalement de renforcer LE SENS que tous les acteurs inscrivent derrière leur activité, avec la volonté commune de créer de LA VALEUR ajoutée sur notre territoire, celle d'une transition écologique de plus en plus affirmée :

- 2.1 le développement économique au service de l'affirmation de l'identité et du rayonnement du territoire, utile à la consolidation des liens sociaux ;
- 2.2 des projets qui s'inscrivent dans une démarche de transition écologique.

Le territoire place la transition écologique au centre de la stratégie mise en œuvre. Cet enjeu est central et transversal, autant pour relier les territoires et les thématiques, que pour répondre aux attentes des générations actuelles et futures.

A partir de la feuille de route Néo Terra de la Région Nouvelle Aquitaine, les axes stratégiques et projets s'y rapportant ont été pensés, dans le cadre d'une stratégie d'ensemble qui laisse présager un avenir porteur pour le territoire. Un avenir inclusif et inspirant, pour celles et ceux qui font et feront vivre notre Pays. Cette démarche de transition sur le plan économique, social, environnemental et culturel, permettra à court et à moyen terme, de répondre aux besoins :

- . des habitants « déjà là » (notamment la jeunesse, les seniors et les plus fragiles) ;
- . des nouveaux arrivants (avec une culture de l'accueil pour renforcer la cohésion et l'attractivité) ;
- . des acteurs économiques (en phase avec les démarches de RSO et les valeurs de l'ESS).

Dans le cadre des contrats de territoire et de ses compétences, la Région entend soutenir les projets issus des ruralités permettant de renforcer les dynamiques de développement, de transition et d'innovation en milieu rural. Les thématiques comme l'accès aux services essentiels, l'agriculture, la transition écologique et énergétique, la santé, l'éducation, l'emploi et l'activité économique, les mobilités, le logement, méritent un investissement collectif dans lequel la Région se doit d'être présente. Ces projets construits dans une logique de pertinence de réponse aux besoins et dans une cohérence d'action territoriale bénéficieront d'un soutien régional dans le cadre du contrat de territoire.

Le territoire du Pays de l'Isle en Périgord est majoritairement composé de communes rurales, 88 communes sont peu denses à très peu denses. Selon les chiffres issus du recensement millésime 2017 (qui couvre la période 2015-2019), le territoire est de composante rurale : 68% de la population vit dans des communes dites rurales contre 51% en région. Seule la CA le Grand Périgueux affiche une mixité rurale et urbaine. Elle concentre les 5 communes dites denses qui accueillent 32% de population urbaine du Pays.

En outre, le Territoire et la Région s'accordent pour viser, au terme de la période de contractualisation, un objectif de taux d'engagement des aides régionales de **20 %** minimum en faveur des communes rurales correspondant aux communes peu denses et très peu denses selon la nouvelle définition INSEE / Eurostat (annexe 3).

Article 2 : OBJET DU CONTRAT

Le présent **Contrat de développement et de transitions du territoire Pays de l'Isle en Périgord** a pour objet de préciser les modalités du partenariat entre la Région et le Syndicat ainsi que les EPCI le composant, en vue notamment de la mise en œuvre du **plan d'actions pluriannuel (annexe 2)** que le territoire de projet souhaite mettre en œuvre sur la période de contractualisation avec l'appui de la Région Nouvelle-Aquitaine.

L'appui régional concerne :

- le **programme d'actions pluriannuel du territoire**, relevant des domaines de compétences régionales (annexe 2) ;
- **l'ingénierie du territoire**. La mobilisation d'une ingénierie performante, coordonnée entre les initiatives des collectivités et de l'Etat, est indispensable pour

favoriser le développement des territoires. L'enjeu est de recréer, sur les territoires fragiles, de la valeur ajoutée par le développement de l'innovation, des compétences et de l'entrepreneuriat.

Le présent contrat constitue le cadre de mise en cohérence, sur le territoire de projet, des politiques sectorielles de la Région. A ce titre, il tient compte des actions contractualisées dans le cadre des différentes stratégies sectorielles de la Région ainsi que **des actions conduites par la Région dans ses domaines de compétences comme l'éducation, la mobilité, la formation professionnelle, et de la feuille de route Néo Terra en matière d'aménagement équilibré et durable des territoires** sur le territoire du Pays de l'Isle en Périgord et qui ont impact direct sur son développement.

Le présent document et ses annexes constituent les pièces contractuelles.

Article 3 : DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2023. Il pourra cependant être reconduit pour l'année 2026.

L'année 2026 sera consacrée à la préparation d'un nouveau contrat de territoire.

Les opérations du territoire retenues dans le plan d'actions pluriannuel du contrat (annexe 2) devront faire l'objet d'un engagement financier de la Région avant la fin du contrat et d'un début d'exécution, au plus tard, dans l'année qui suit la décision d'intervention.

Article 4 : GOUVERNANCE DU CONTRAT

Le pilotage du présent contrat est assuré par un comité co-animé par la Région (le Président ou son représentant) et le territoire de projet. Ce comité est mis en place dès la signature du contrat et se réunit au moins une fois par an, et en tant que de besoin selon les demandes de l'une ou l'autre des parties. Le comité de pilotage est élargi à des acteurs clés du territoire, en lien avec les enjeux définis.

L'enjeu est d'instaurer un dialogue permanent entre le territoire, ses acteurs et la collectivité régionale pour, en particulier, conduire des revues de projets, assurer le suivi et l'évaluation relative à l'exécution du programme, veiller à la cohérence des diverses contractualisations qui peuvent concerner le territoire de projet afin de mieux les articuler, ce qui pourra amener à élargir sa composition.

Pour ce qui relève des co-financements, la recherche d'une convergence dans le calendrier de décision des autres financeurs sera proposée.

Article 5 : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D' ACTIONS

Le plan d'actions pluriannuel du territoire présenté en annexe fera l'objet d'une actualisation par le Comité de pilotage pour traduire l'avancement de la mise en œuvre de la stratégie territoriale.

Toute action financée relevant de la stratégie territoriale sera inscrite dans le plan d'actions pluriannuel qui sera complété et amendé au fur et à mesure de la mise en œuvre de la stratégie territoriale. Les comités de pilotage de suivi valideront l'inscription de nouveaux projets au plan d'actions pluriannuel, ainsi que l'éventuel retrait ou modification de projets déjà inscrits. A l'issue de chaque comité de pilotage, le plan d'actions pluriannuel sera ainsi actualisé.

Pour chaque action, il appartiendra au maître d'ouvrage concerné d'adresser un dossier de demande de subvention aux services concernés de la Région.

Les décisions de financement des actions retenues seront prises, après instruction par les services régionaux, par la Commission permanente de la Région Nouvelle-Aquitaine, conformément aux procédures et règlements d'intervention sectoriels en vigueur et sous réserve des disponibilités financières.

Article 6 : ARTICULATION AVEC LE CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE

Dans un objectif de cohérence et de proximité avec les territoires, la Région a défini le périmètre du Contrat de développement et de transitions comme étant celui du Contrat opérationnel de mobilité (COM). Celui-ci pourra être élaboré, sous le pilotage de la Région, à compter de 2023 en partenariat avec le Territoire, Nouvelle-Aquitaine Mobilités et les autres acteurs prévus par le Code des Transports.

Le Contrat de développement et de transitions pourra prévoir des orientations stratégiques répondant à des enjeux en matière de mobilités, et identifier dans son plan d'actions des projets relevant de la mise en œuvre de la stratégie.

Le cas échéant, le Contrat opérationnel de mobilité sera constitué d'un diagnostic dédié, prévoira les réponses locales aux enjeux de mobilités ressortant du Contrat de développement et de transitions, et permettra de définir, pour les EPCI éligibles (i.e. qui ne sont pas autorités organisatrices de la mobilité), les modalités de mise en œuvre de services de mobilité locale telles que prévues par la délibération 2020.2291.SP du Conseil régional.

Article 6 bis : ARTICULATION AVEC LE CPER ET POLITIQUES PUBLIQUES

Les projets inscrits au CPER volet Cohésion territoriale, s'ils sont fléchés sur des fonds Région, s'ils se déroulent dans la temporalité 2023-2025, et s'ils s'inscrivent dans la stratégie territoriale partagée, seront intégrés au contrat de développement et de transitions et suivis à ce titre.

Le Contrat de développement et de transitions pourra être amené à évoluer en lien avec la dynamique d'évolution des politiques publiques.

Article 7 : COMMUNICATION

Le Territoire de projet et les bénéficiaires s'engagent à assurer la publicité de la participation financière régionale pour chacune des opérations soutenues au titre de la mise en œuvre du contrat.

Les modalités de communication seront définies pour chaque opération dans le cadre de la convention d'application financière idoine.

Le Territoire de projet s'engage également à informer régulièrement les habitants de leur territoire via leurs supports d'informations (bulletins, site internet, réseaux sociaux...) des grands projets et des principales actions de la Région (TER, Très haut débit, festivals...) dont les informations seront fournies par la Région.

Enfin, les actions de marketing territorial soutenues par la Région devront s'inscrire en cohérence avec la communication régionale et associer les services concernés.

Article 8 : EVALUATION ET BILAN DU CONTRAT

Des modalités de suivi et d'évaluation sont co-construites par le Territoire et la Région afin de pouvoir mesurer l'efficacité des actions conduites. Des références qualitatives et quantitatives sont ainsi définies dans la note d'enjeux ; elles étayent les orientations de la stratégie territoriale.

Sur cette base, il sera conduit un bilan final, tant qualitatif que quantitatif, en 2026 pour la période 2023-2025. L'ensemble alimentera les évaluations au niveau régional et participera du processus d'amélioration des politiques publiques.

Le travail afférent à ce bilan sera à la charge des services de la Région pour les actions conduites directement par la collectivité au bénéfice du Territoire, et au Territoire de projet pour les opérations conduites par des maîtres d'ouvrages locaux.

Article 9 : MODIFICATION DU CONTRAT

Dans l'hypothèse où des changements seraient apportés au statut juridique des signataires de la présente convention, la nouvelle entité juridique sera substituée de plein droit à l'ancienne structure signataire. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par la nouvelle entité juridique.

Article 10 : RESILIATION ET LITIGES

En cas de non respect par l'une des parties des termes du présent contrat, celui-ci peut être résilié par la partie la plus diligente, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi par cette dernière à la partie défaillante, d'une lettre exposant ses griefs, adressée en recommandé avec accusé réception valant mise en demeure.

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de conciliation. Si dans le délai de trois mois à compter de l'envoi par la partie la plus diligente des motifs de la contestation aucun accord n'est trouvé, les parties ont la faculté de saisir le Tribunal administratif de Bordeaux de l'objet de leurs litiges.

Fait en 6 exemplaires

A Bordeaux, le

A, le

Le Président
du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine,

Le Président du Syndicat mixte du Pays
de l'Isle en Périgord

Alain ROUSSET

Emmanuel LEGAY

A, le

A, le

La Présidente de la communauté de
communes Isle et Crempse en
Périgord

Le Président de la communauté de
communes Isle Double Landais

Marie-Rose VEYSSIERE

Jean-Paul LOTTERIE

A, le

A, le

Le Président
de la communauté de communes Isle
Vern Salambre,

Le Président de la communauté
d'agglomération Le Grand
Périgueux

Jean-Michel MAGNE

Jacques AUZOU

Liste des annexes

Annexe 1 : Note d'enjeux

Annexe 2 : Plan d'actions pluriannuel du territoire

Annexe 3 : Cartographie des communes urbaines / rurales (définition INSEE / Eurostat)